

LA GAUCHE L'ÉCOLOGIE LE CITOYEN QUI LUTTE QUI SE BAT QUI DÉCIDE

Philippe Thouément

Claudine Duteuil



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



**HOLLANDE AVAIT PROMIS DE S'ATTAQUER A LA FINANCE,
IL COUVRE DE CADEAUX LES GRANDS PATRONS**

L'an passé, il leur avait déjà offert **20 milliards d'euros** (sous forme de réductions d'impôts), **sans contrepartie**. Cette année, il annonce **30 milliards d'euros de nouveaux cadeaux** au grand patronat, par la suppression des cotisations familiales des entreprises.



**À Louviers comme ailleurs, on attend toujours le changement.
Priorité au social, à l'écologie, à la démocratie !
Ces milliards, il y en a pourtant besoin pour l'emploi, les écoles,
les associations.
Assez de cadeaux aux actionnaires !**

Augmenter l'impôt des plus pauvres, pour baisser l'impôt sur les sociétés, voilà la politique soutenue par le député du Parti Socialiste Loncle, soutenu par ses amis Martin et Renoncourt à la Mairie...

Ils acceptent même la hausse de la TVA sur les transports, décidée par Hollande !

Hausse de la TVA... Chaque Lovérien perd 1% de pouvoir d'achat

En 2013, les 40 plus grosses entreprises (celles du CAC 40) ont engrangé 80 milliards de bénéfice. Elles en ont distribué 40 milliards à leurs actionnaires ! 40 milliards qui auraient pu servir à l'investissement, à la recherche, à l'embauche ou aux salaires ! Et Hollande leur fait encore un cadeau de 50 milliards d'euros ? Quand Sarkozy menait cette politique, Martin-Loncle-Renoncourt la condamnaient.

Aujourd'hui ils l'approuvent.

**NOUS, nous n'acceptons pas de Hollande
ce que nous refusions de Sarkozy !**

A LOUVIERS, LA VRAIE GAUCHE FERA AUTREMENT

APRÈS LE DRUGSPORT, À QUAND LE BOUILLON POUR LE CENTRE AQUATIQUE ?



Mehdi Locatelli, avocat. C'est l'exemple même de la démesure des projets : 5 bassins dont un olympique, complexe ludique, sportif, de remise en forme, de bien-être...

Rien à voir avec les besoins de la région. Du coup, la ville va devoir compenser une grande partie du prix des entrées, si elle veut assurer les 300 000 visiteurs annuels espérés par Récréa, le gestionnaire privé là pour faire des bénéfices. Nos impôts ont servi à financer cet équipement luxueux et seront à nouveau utilisés pour aider à sa fréquentation. Sinon, comme au Kolysé, à quand le bouillon financier ?

GRATUITÉ DES TRANSPORTS ICI COMME ÇA SE FAIT DÉJÀ AILLEURS !

Nadège Langlois, femme au foyer. C'est une mesure de justice sociale et écologique. Avec plus de dessertes, plus de bus, on diminue l'utilisation de la voiture. Moins de stress, de pollution, plus facile pour se déplacer, que des avantages ! La voiture représente 80 à 90% des budgets publics consacrés aux déplacements (routes, parkings, ronds-points, gestion du bruit, de la pollution...), les transports collectifs seulement 10%. Il faut réorienter l'argent public. Ici, les billets représentent à peine 20% du budget transport. Pour financer la gratuité, on réoriente un peu de l'argent qui va servir à payer l'échangeur d'Heudbouville que la SAPN refuse de financer.



publics consacrés aux déplacements (routes, parkings, ronds-points, gestion du bruit, de la pollution...), les transports collectifs seulement 10%. Il faut réorienter l'argent public. Ici, les billets représentent à peine 20% du budget transport. Pour financer la gratuité, on réoriente un peu de l'argent qui va servir à payer l'échangeur d'Heudbouville que la SAPN refuse de financer.

LA VIDEOSURVEILLANCE EST COÛTEUSE ET INUTILE !



Steve Raux, commercial. C'est soi-disant un outil pour lutter contre la délinquance. Or les caméras ne règlent rien. La délinquance qu'il faut d'abord combattre, c'est la dissimulation des fonds, les transferts de capitaux et la fuite vers les paradis fiscaux. Louviers ne doit pas dépenser 1,5 M € pour filmer et stigmatiser ceux qui sont victimes de cette grande délinquance jamais enregistrée par les caméras. Il vaut mieux dépenser cet argent à lutter contre le chômage et la précarité en embauchant des gardiens d'immeubles et des médiateurs formés. Nous donnerons ainsi la priorité au dialogue et au contact humain.

combattre, c'est la dissimulation des fonds, les transferts de capitaux et la fuite vers les paradis fiscaux. Louviers ne doit pas dépenser 1,5 M € pour filmer et stigmatiser ceux qui sont victimes de cette grande délinquance jamais enregistrée par les caméras. Il vaut mieux dépenser cet argent à lutter contre le chômage et la précarité en embauchant des gardiens d'immeubles et des médiateurs formés. Nous donnerons ainsi la priorité au dialogue et au contact humain.

L'EMPLOI, UN DROIT !



Alain Lefeez, technicien de maintenance ex-Cinram. Chaque jour, 1 000 salariés de plus se retrouvent au chômage. De grands groupes procèdent à des milliers de licenciements boursiers qui ravagent l'économie. D'autres, comme Cinram, organisent leur insolvabilité et ne paient même pas les indemnités légales aux salarié-e-s viré-e-s. Il faut sortir du toujours plus flexible et précaire. Voilà pourquoi je suis pour l'interdiction des licenciements et en cas de fermeture, pour l'obligation de revendre à un repreneur solide.

De grands groupes procèdent à des milliers de licenciements boursiers qui ravagent l'économie. D'autres, comme Cinram, organisent leur insolvabilité et ne paient même pas les indemnités légales aux salarié-e-s viré-e-s. Il faut sortir du toujours plus flexible et précaire. Voilà pourquoi je suis pour l'interdiction des licenciements et en cas de fermeture, pour l'obligation de revendre à un repreneur solide.

ON N'ACCEPTÉ PAS DE LA GAUCHE DE HOLLANDE CE QU'ON REFUSAIT DE LA DROITE DE SARKOZY !

POUR L'ÉGALITÉ !

Véronique Georget, bibliothécaire retraitée, ancienne directrice de la médiathèque.



Les mairies ne doivent favoriser aucune opinion, religieuse ou autre. À l'inverse, la discrimination, ça suffit ! Lors d'obsèques civiles, pour que les familles en deuil ne soient plus obligées de se réunir au cimetière à la merci des intempéries, nous mettrons à leur disposition un lieu de recueillement digne. De la même façon, pour assurer l'abattage rituel des animaux dans des conditions sanitaires correctes, nous installerons enfin sur le territoire de la CASE un local équipé et ouvert à tous.

Les mairies ne doivent favoriser aucune opinion, religieuse ou autre. À l'inverse, la discrimination, ça suffit ! Lors d'obsèques civiles, pour que les familles en deuil ne soient plus obligées de se réunir au cimetière à la merci des intempéries, nous mettrons à leur disposition un lieu de recueillement digne. De la même façon, pour assurer l'abattage rituel des animaux dans des conditions sanitaires correctes, nous installerons enfin sur le territoire de la CASE un local équipé et ouvert à tous.

Rejoignez le comité de soutien !

Avec nous, des femmes et des hommes engagés au quotidien dans de nombreuses associations, dans des syndicats, dans la défense individuelle et collective des travailleurs, des privés d'emploi, des retraités, des locataires, de l'environnement...

Thierry Philippot, animateur de la lutte de M-real et acteur du redémarrage - Reynald Harlaut, architecte d'intérieur - Claude Morel, Jacques Thomas, Benoît Auzoux, Michel Basset, Claude Giard, retraités - Etienne Prévost-Dray, agent hospitalier - Guylène Pelletier, Anne-Marie Lenfant, Catherine Léonard, institutrices retraitées - Patricia Lefebvre, agent hospitalier - Nicole Marme, Odile Potel, Philippe Charpiot, Anthony Bobo, militants associatifs - Denise Bourreau, ancienne secrétaire de direction - Guy Trolley, ancien délégué syndical Sanofi Pasteur - Patrice Lepesqueur, Pierre Vandevoorde, Christian Raux, Maurice Brossaud, Thierry Delisle, Fabrice Lefevre, Bernard Hubert, syndicalistes - Christian Mouchard, Alain Lefebvre, anciens de Renault Cléon - François Saillot, ouvrier papetier - Olivier Godefroy, pompiste - Michel Deshayes, ancien directeur d'école - Raynald Jouan, chauffeur routier - Viviane Lefebvre, ancienne de Portenseigne - Monique Morel, défense des locataires - Francis Prévost, ouvrier imprimeur, syndicaliste - Arnaud Levitre, secrétaire section PCF Seine-Eure - Olivier Besancenot, NPA, ancien élève du lycée des Fontenelles - Jacques Lambert, chef d'atelier - Jean-Pierre Ledormeur, ouvrier imprimeur, ancien conseiller municipal CAG - Eric Mauchossé, sportif, ancien Henkel - Jean-Pierre Lavignasse, enseignant en économie à l'université de Rouen - Sylvie Catusse, gestionnaire retraitée - Philippe Dieu, ancien Ralston, ancien conseiller municipalité autogestionnaire - Gérard Martin, ancien maire-adjoint de Louviers - Claude Vasseur, ancien artisan plombier - Sabine Besse, cadre établissement pour handicapés - Bruno Giard, secrétaire Cellule PCF Alizay - Jacques Bourreau, ingénieur - Thierry Docaigne, syndicaliste - Daniel Messe, défenseur juridique des salariés - Samuel Hazard, réceptionnaire - Stéphane Connan, ancien délégué syndical FO de Véolia eau - Frédéric Caron ouvrier métallurgie, syndicaliste - Jean-Luc Lecomte, secrétaire fédération PCF27 - Brigitte Rotrou ouvrière, ex-Ralston - Franck Berthelin, ouvrier industrie pharmaceutique, militant syndical - Djemel Rahmoune, opérateur - Emmanuel Bouvet, privé d'emploi - Carmen Bouvet-Rion, enseignante retraitée - Fabien Duval, agent SNCF, militant syndical - Colette Noé employée - Jean-Pierre Jolivel ouvrier imprimeur en retraite, syndicaliste - Alexis Rousselin enseignant - Rachida Fitoussi ancienne employée communale - Gianni Lefebvre technicien en métrologie - Jean-Pierre Binay bénévole d'association...

... et nous ne faisons pas figurer le nom des précaires, intérimaires, chômeurs et de celles et ceux qui, par crainte de représailles de la part de leur hiérarchie ou de leur patron, ne veulent pas prendre le risque d'afficher leurs opinions.